

Arrêté n° 51D/2023

**EXTRAIT DU REGISTRE  
DES ARRÊTÉS DU MAIRE**

**ARRÊTE FIXANT DES LIMITATIONS ET RESTRICTIONS D'EAU  
SUR LE TERRITOIRE COMMUNAL**

**Le Maire de la Commune de LATOUR-BAS-ELNE,**

**VU** le code de l'environnement et notamment ses articles L.210-1 L.211-3 et R.211-66 à R.211-70 ;

**VU** le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-4 et L.2215-1 ;

**VU** le code de la santé publique ;

**VU** le code civil et notamment ses articles 640 à 645 ;

**VU** le code pénal et notamment ses articles R.610-5 et 131-13 ;

**VU** l'arrêté préfectoral cadre n° DDTM/SER/2018/150-0002 du 30 mai 2018 fixant en période de sécheresse, le cadre des mesures de gestion et de préservation de la ressource en eau du département ;

**VU** l'arrêté préfectoral des Pyrénées-Orientales du 9 mai 2023 portant restrictions temporaires des usages de l'eau, et plaçant le secteur Côte Sud en niveau de crise, ainsi que les arrêtés préfectoraux complémentaires survenus depuis cette date ;

**VU** le plan communal d'économie d'eau mis en place dans la commune et la charte d'engagement approuvée par le Conseil Municipal le 11 mai 2023 ;

**Considérant** la baisse considérable des réserves d'eau potable de la commune ainsi que la baisse du niveau des nappes souterraines alimentant le réseau ;

**Considérant** le déficit pluviométrique et l'absence d'amélioration significative de la situation à court terme ;

**Considérant** le risque de rupture d'alimentation en eau potable de la commune et les difficultés de lutte contre les incendies, consécutives au manque d'eau ;

**Considérant** la nécessité de préserver les usages prioritaires, dont en premier lieu la santé, la sécurité civile, l'approvisionnement en eau potable et la préservation des écosystèmes aquatiques ;

**Considérant** qu'en application de l'article L2212-2 du code général des collectivités territoriales le Maire peut prendre des mesures de police administrative générale adaptée à la situation locale pour restreindre les usages de l'eau sur le fondement de la salubrité et de la sécurité publiques ;

**ARRÊTE**

**Article 1<sup>er</sup> : Consommation domestique de l'eau**

L'utilisation de l'eau à des fins domestiques doit être restreinte au strict minimum, c'est à dire limitée à l'alimentation en eau potable des populations, aux usages sanitaires et à l'abreuvement des animaux.

**Article 2 : Usages limités ou interdits**

Les restrictions d'usage de l'eau applicables sur le territoire communal sont fixées par l'arrêté préfectoral en vigueur portant restrictions temporaires des usages de l'eau. Ces restrictions concernent tous les moyens de prélèvement de l'eau : puits, forages, canaux d'arrosage, retenues de stockage, réseau public, etc.

En complément de ces restrictions générales, les mesures suivantes sont mises en place spécifiquement sur le territoire de la commune :

- en application de l'article 5 de l'AP en vigueur, l'arrosage des potagers vivriers est possible sur le territoire communal, sans utiliser les canaux d'irrigation, et uniquement le lundi et le jeudi entre 20h00 et 2h00,
- l'usage des bornes incendie est strictement réservé au Service Départemental d'incendie et de Secours.

Envoyé en préfecture le 12/05/2023

Reçu en préfecture le 12/05/2023

Publié le

Berger  
Levrault

ID : 066-216600940-20230512-51D\_2023-AR

### **Article 3 : Durée d'application**

Les prescriptions du présent arrêté sont applicables dès sa publication et jusqu'au 15 juin 2023 inclus.

Elles seront actualisées au tant que de besoin, par arrêté complémentaire, en fonction des débits constatés et de l'évolution pluviométrique.

### **Article 4 : Sanctions**

Tout contrevenant aux mesures du présent arrêté s'expose à une peine d'amende prévue pour les contraventions de 2<sup>ème</sup> classe.

En cas de non-respect des mesures édictées, le service public de l'eau potable pourra réduire la distribution d'eau potable par tout moyen.

### **Article 5 : Délai et voies de recours**

Le présent arrêté peut faire, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, l'objet :

- d'un recours gracieux auprès du Maire de la commune de Latour-Bas-Erne,
- d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « télérécourts citoyens » accessible par le site internet [www.telerecourts.fr](http://www.telerecourts.fr).

### **Article 6 : Exécution et publication**

Le Maire est chargé de l'application du présent arrêté.

Une copie est adressée à :

- Monsieur le Préfet des Pyrénées-Orientales et le Sous-préfet de Céret,
- Service public de l'eau potable, sous la compétence de la Communauté de Communes Sud Roussillon,
- Gendarmerie de Saint-Cyprien,
- Police Municipale Mutualisée de Saint-Cyprien / Alénia / Latour-Bas-Erne,
- DDTM – Police de l'eau,
- ARS – Service Santé Environnement.

Fait à Latour-Bas-Erne, le vendredi 12 mai 2023

Le Maire,  
François BONNEAU

